

COMMUNIQUE DE PRESSE

Panne et retard : trop c'est trop pour les éleveurs laitiers !

Du 13 novembre au 7 décembre, le laboratoire interprofessionnel d'analyses du lait LILANO a été victime d'une panne informatique privant les éleveurs et industriels de la région des résultats d'analyses du lait. Ces résultats sont non seulement une référence pour le paiement à la qualité du lait mais également un outil de pilotage indispensable à la conduite sanitaire des troupeaux de nos éleveurs laitiers.

Pour le paiement du mois de novembre, JA Normandie prend acte de la possibilité de se référer aux résultats de qualité d'octobre puis de réaliser une régularisation lorsque ceux de novembre seront connus. Cependant, l'absence de données pendant plus de 3 semaines empêche toute réactivité de la part des éleveurs qui peuvent habituellement consulter leurs résultats et agir au plus vite en cas de variation. Pour JA Normandie, il est donc inconcevable que le paiement du lait à la qualité se base sur cette période tronquée! Ainsi, le collège producteur a demandé un accord avec les autres familles interprofessionnelles afin que le résultat butyrique et cellulaire le plus élevé sur le mois de novembre soit retiré du paiement du lait. Cette demande a été refusée par la FNIL prétextant que cette problématique n'est pas du ressort de l'interprofession mais de la négociation avec les organisations de producteurs. Mais dans ce cas, quid de l'équité entre les producteurs des différentes laiteries pour un problème qui, rappelons-le, vient d'un laboratoire interprofessionnel ?!

Nous sommes conscients des difficultés rencontrées par le laboratoire LILANO mais celles-ci ne doivent en aucun cas pénaliser les producteurs laitiers de la région.

De plus, nous avons appris dernièrement la validation par le CNIEL de la mise en place du nouvel étalon pour le comptage cellulaire du lait. Nous saluons l'aboutissement de ce travail mené depuis plusieurs années pour harmoniser une technique d'analyse et ainsi comparer objectivement les résultats entre pays.

Mais que dire de la date de mise en place annoncée non plus au 1^{er} décembre comme prévue mais au 1^{er} avril ? Une blague de mauvais goût qui repousse un rééquilibrage des résultats cellulaires, et donc du paiement sur ce critère, plus que nécessaire entre nos producteurs français et ceux des autres pays. D'ailleurs ceux-ci n'attendent pas pour faire le nécessaire! Alors que justifie un tel retard au niveau français ? La pression de nos industriels laitiers n'y serait-elle pas étrangère ?

Reprenons les discussions autour de l'accord interprofessionnel pour trouver une date et supprimer cette distorsion au plus vite!

Contacts presse:

Alban Courtecuisse, Responsable lait : 06 14 41 05 41 Alexis Graindorge, Président : 06 22 14 73 74

